



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR  
ET DES OUTRE-MER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Le Ministre*

Paris, le **17 OCT. 2022**

*Chers,* Mesdames et messieurs les agents de l'administration centrale,  
*Chers,* Mesdames et messieurs les agents des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer,

Il y a un peu plus de deux ans, j'accédais aux fonctions de ministre de l'Intérieur. J'endossais à cette occasion une responsabilité forte pour garantir la protection de nos concitoyens face aux risques et menaces de tous ordres, la préservation de nos libertés fondamentales et la promotion de notre citoyenneté sur l'ensemble du territoire. J'ai conscience de l'engagement sans faille, du professionnalisme et de l'implication des agents relevant de l'administration centrale et de ceux des SGAMI.

Le budget de l'administration centrale a connu une situation difficile au cours des dernières années, avec des baisses d'effectifs et des schémas d'emplois négatifs qui ont pesé sur l'équilibre missions-moyens. En 2021, il est revenu aux administrations centrales de porter un effort supplémentaire qui eut, sans cela, pesé sur le réseau territorial.

Sous l'autorité du Président de la République et de la Première ministre, **j'ai souhaité mettre un terme à ces réductions d'effectifs**, en dotant notre ministère, devenu ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, d'une feuille de route pluriannuelle ambitieuse, socle d'un service public modernisé et performant, tant pour nos forces de sécurité intérieure que pour l'ensemble des services administratifs, en administration centrale et dans nos services déconcentrés.

Au terme de plusieurs mois de travail, le projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI) a été présenté en conseil des ministres début septembre. Dans les cinq prochaines années, l'effort budgétaire consenti par la Nation au profit du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer sera de 15 milliards d'euros supplémentaires.

Ainsi, grâce à cet effort, **pour la première fois depuis plus d'une décennie**, la LOPMI que je porte devant le Parlement, prévoit la **création de nouveaux emplois pour l'administration centrale et les SGAMI**. Ce sont 460 emplois supplémentaires qui vont être déployés dans ce cadre entre 2023 et 2027, en écho aux moyens supplémentaires accordés aux forces de police et de gendarmerie, pour que l'ambition que je porte dans la lutte contre la délinquance trouve, partout sur le territoire, une traduction concrète et efficace en terme d'allocation de moyens aux forces de sécurité intérieure.

Parallèlement, comme vous le savez, j'ai placé la transformation numérique au cœur de mon action et c'est tout naturellement vers le renforcement des moyens affectés à cette mission importante que pourront être déployés ces renforts. Concrètement, il s'agira **d'affecter les effectifs consacrés à la transformation numérique du ministère** au service de l'ensemble de nos missions. Il nous faut exploiter toutes les opportunités offertes par le numérique pour moderniser et fiabiliser nos procédures, mais aussi **pour simplifier et améliorer votre cadre de travail**. À cette fin, des agents de haut niveau seront recrutés pour ré-internaliser les compétences techniques nécessaires à la conduite de projets, 300 recrutements sont ainsi prévus sur les cinq ans de la LOPMI.

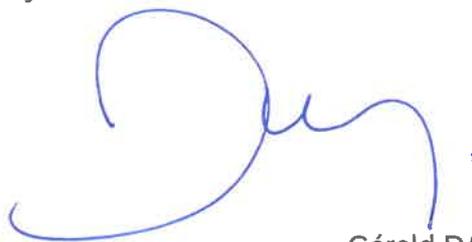
Je ne méconnais pas les autres besoins, notamment en matière immobilière, logistique, ressources humaines et pour accompagner le plan de sobriété énergétique, la politique migratoire, la délivrance sécurisée des titres, la lutte contre le séparatisme, ou la préparation des Jeux Olympiques. 60 postes sur les trois prochaines années seront déployés.

Nos opérateurs (ENSP, ANSC, ANTAI, ANTS, OFII, OFPRA, CNAPS) sont des partenaires essentiels de notre action, que ce soit dans le champ de l'immigration, de la citoyenneté, de la formation de nos policiers, ainsi que dans le spectre du continuum de sécurité. Pour accompagner nos projets, c'est également dans leur direction que doivent être déployés les moyens, pour leur permettre d'actionner les leviers afin d'obtenir les résultats attendus par nos concitoyens. 100 postes leur seront consacrés.

Enfin, je souhaite également offrir davantage de créneaux pour nos concitoyens, surtout les jeunes, qui veulent passer le permis de conduire et améliorer les conditions de travail des équipes qui s'y consacrent. **100 inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière supplémentaires** seront recrutés sur les quatre prochaines années.

Soyez assurés, mesdames et messieurs, de mon soutien et de ma gratitude pour votre action en faveur d'un ministère efficace au service quotidien de nos concitoyens.

Un grand merci pour votre  
engagement -



Gérald DARMANIN

Vous pouvez compter sur moi.